

Échange
aigre-doux

Gandrang attend Sarkozy

La scène se passe devant un parterre d'hommes d'affaires français et indiens réunis dans la salle de conférences de l'hôtel Taj Palace de New Delhi. Le PDG d'ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, est assis au quatrième rang, mitraillé par un mur de photographes, juste dans l'axe de vision de Nicolas Sarkozy. « Il a pu y avoir - et la France n'est pas exempte de reproches - tel ou tel problème avec tel ou tel investisseur indien en France », lance à son auditoire le chef de l'Etat dont un bras se tend en direction de Lakshmi Mittal : « Vous vous sentez visé ? » La salle éclate de rire. « Vous avez raison ». Et les rires de redoubler.

« Alors on m'a dit : est-ce vrai que j'ai demandé à l'un d'entre vous, amis indiens, de venir discuter d'un problème ? Eh bien, c'est vrai ». Et Nicolas Sarkozy d'ajouter : « Dans une démocratie, on a le droit de discuter pour comprendre, pour essayer de trouver des solutions. Et quel président serais-je si je ne posais pas la question, dans une région si attachée à la sidérurgie, d'une usine qui ferme ? »

La réponse n'a pas été apportée par Lakshmi Mittal qui, courant après le chef de l'Etat, n'a pu échanger avec lui, Nicolas Sarkozy s'étant engouffré dans sa limousine jusqu'à ce que le cortège présidentiel s'ébranle en direction de l'Hôtel Oberoi, où il réside. L'homme d'affaires indien s'est donc contenté de la presse, à qui il a déclaré que ce qu'il faisait en Moselle était « pour le bénéfice de tous les employés de Gandrang ». Sur les près de 600 salariés concernés, « 450 se verront offrir de nouveaux emplois mieux payés et 150 partent en retraite ». Une évaluation que le patron d'ArcelorMittal aura l'occasion de transmettre de vive voix à Nicolas Sarkozy qui le recevra lundi à l'Elysée.

Ph. W

L'intersyndicale CFDT-CGT-CFE/CGC a obtenu de la direction le délai pour son contre-projet et ajourne la procédure du plan social. Les plus hautes autorités de l'Etat s'engagent. François Fillon évoque des contre-propositions, Nicolas Sarkozy rencontre lundi Lakshmi Mittal et compte voir les syndicats de Gandrang. Mais quand ?

On a stoppé le rouleau compresseur et la mécanique du plan social de la direction ! Alain Gatti, secrétaire général de la CFDT Lorraine est venu prêter main forte à ses troupes hier à Gandrang au sortir d'un comité d'entreprise « délocalisé » à Metz au Gesim (centre de formation de la métallurgie). Un CE « qui nous apporte un peu d'air » estime Pierre Sutter de la CFE/CGC. De fait, les représentants du personnel invités hier matin à la consultation sur la procédure prévue par le code du travail, du Livre IV (projet industriel), puis l'après-midi du Livre III (projet social) ont obtenu l'ouverture d'une négociation d'un accord de méthode qui établira un nouveau calendrier, annulant du même coup la séance de l'après-midi. CFDT et CFE/CGC ont voté pour, la CGT s'est abstenue. Dans la foulée le CE a mandaté le cabinet Syndex afin qu'il assiste l'intersyndicale dans l'élaboration du projet alternatif pour Gandrang. « C'est une première victoire. Il faut la consolider. La direction ne peut pas mettre en œuvre de façon irréversible son plan de démantèlement » estime la CFDT. Plus prudente la CGT craint des arrières-pensées dans la stratégie de la direction d'ArcelorMittal. « Elle est peut-être sur le recul, mais c'est sûrement tactique. Elle doit y trouver un intérêt. » La négociation sur l'accord de méthode va s'engager dès cette semaine avec un nouveau calendrier à la clé.

« Etre reçus avant Mittal »

« On savait qu'avec Gandrang ça ne se passerait pas comme ailleurs. Ici c'est un symbole, c'est une usine emblématique des aciers longs en Lorraine » constate la CFE/CGC. Et l'intersyndicale le mesure plus que jamais à l'engagement des politiques dans ce dossier. La



Nicolas Sarkozy devrait recevoir Lakshmi Mittal lundi à l'Elysée.

table ronde de lundi dernier faisait souffler un air d'union sacrée derrière les salariés de l'usine réclamant le gel du projet Mittal. (RL du 22 janvier). Même le préfet de Lorraine s'est engagé en sollicitant une clarification d'ArcelorMittal. Hier le Premier ministre François Fillon désavouait sa ministre de l'Economie. (lire par ailleurs). Cette

dernière évoquait systématiquement le reclassement du personnel voire les engagements tenus à 45 % de Lakshmi Mittal ce qui lui a attiré les foudres du sénateur socialiste Jean-Marc Todeschini « le gouvernement se moque des salariés de Gandrang. » Le président de la République Nicolas Sarkozy s'engage dans le dossier. Il reçoit ce

lundi Lakshmi Mittal à 11 h à l'Elysée et devrait rencontrer dans les prochains jours l'intersyndicale de Gandrang. Mais quand et où ? « Et s'il venait à Gandrang ? » se demande la CFDT. Une chose est sûre l'intersyndicale est unanime pour regretter de n'être pas reçue avant le patron d'ArcelorMittal. « Ce serait plus logique. Mais s'il de-

vait venir, n'être simplement que le messager de Lakshmi Mittal, et reprendre ce que dit Christine Lagarde, on saura comment le recevoir » prévient la CFDT. Gandrang est bien en train de devenir un dossier emblématique. Comme la sidérurgie lorraine en a malheureusement connu de trop nombreux.

Bernard KRATZ

Fillon : « Personne ne restera sur le carreau »

Lors de sa rencontre avec Jean-Claude Juncker, hier au Grand-duché (lire par ailleurs), François Fillon a longuement évoqué le sort des salariés lorrains d'ArcelorMittal. « Toutes les solutions sont possibles, nous ne nous résignons pas à cette situation » a souligné le Premier ministre en ajoutant que « personne ne restera sur le carreau ». Répondant au scepticisme des syndicats qui réclament un « gel du plan social » et, au-delà, du processus d'arrêt de l'unité de

Gandrang. François Fillon objecte que « les gens sont amateurs de gels et de moratoires sur tous les sujets mais que l'économie ne vit pas avec des moratoires ». En revanche, le chef du gouvernement rappelle l'intention de Paris « de discuter avec ArcelorMittal des raisons qui le conduisent à cette décision, pour voir si elle est bien la seule qui puisse être prise sur le plan économique et si elle est fondée ». Critiquant la stratégie industrielle engagée voilà 30 ans en

matière de sidérurgie et qui a présidé à la liquidation de nombreux sites, l'hôte de Jean-Claude Juncker annonce sa volonté de mener une contre-offensive : « Nous nous réservons la possibilité de faire des contre-propositions. Nous pensons en effet que l'acier est stratégique et nous allons discuter avec le Président d'ArcelorMittal de tous les scénarios possibles, mais nous ne nous résignons pas » conclut-il.

X.B.